

Pascal Boniface

*Institut de relations internationales
et stratégiques*

Guerre et opinion publique : communiquer, informer, désinformer

Entretien

Hermès: Le XX^e siècle a été tragique, avec deux conflits mondiaux, la montée des nationalismes, des décolonisations souvent meurtrières. Dans le même temps, il a vu apparaître des outils techniques (radio, télévision, Internet) censés rapprocher les Hommes, favoriser la communication. Comment comprendre ce double mouvement ?

Pascal Boniface: La première victime dans un conflit, c'est toujours la vérité. Les protagonistes cherchent à faire valoir leur point de vue, à la fois pour leur propre opinion publique et, de plus en plus, pour l'opinion publique internationale – ce dernier point étant relativement nouveau. Les gouvernements tentent de cacher leurs arguments : c'est éternel, et cela n'a pas changé au XX^e siècle. Ce qui a changé, c'est peut-être les contrepoisons, les moyens de remettre en cause la théorie officielle. On l'a vu récemment avec les affrontements en Ukraine : 25 ans après la guerre froide, on était replongé dans celle-ci, avec une propagande occidentale d'un côté, et russe de l'autre. Même si l'on ne

peut les mettre sur le même plan, comme on ne pouvait pas mettre sur le même plan la communication et la propagande des Occidentaux et des Soviétiques durant la guerre froide, les discours étaient tout de même uniformes, avec une diabolisation de la Russie du côté occidental et une diabolisation du monde occidental du côté russe. On voit donc que les fondamentaux n'ont guère changé.

Ce qui a changé, c'est l'accès du public à une plus grande gamme d'informations et le fait qu'une partie du public peut aller chercher directement cette information, que le caractère vertical de l'information est quand même moins présent. Il y a une plus grande diversité dans les sources d'information que la propagande massive. Le taux plus élevé d'alphabetisation, un degré supérieur d'éducation et des sources d'information plus diverses – notamment par les réseaux sociaux – font que la relation de l'individu à l'information a changé. Mais en même temps, on n'est pas dans une totale transparence, dans un monde où chaque citoyen pourrait exercer un regard

complètement critique sur la communication de son gouvernement – notamment parce que souvent il a besoin ou envie d’y croire, de soutenir ce que fait sa nation. Il existe un sentiment d’appartenance qui fait que l’on va se sentir soulagé par certains éléments de propagande qui viennent nous conforter dans nos présupposés ou idées reçues, ce qui est plus confortable que d’être déstabilisé par un doute.

Hermès : Toute guerre est donc avant tout une guerre de l’information ?

P. B. : On peut dire que la guerre s’accompagne toujours d’une guerre d’information, ou plutôt qu’elle est toujours *précédée* d’une guerre d’information. La guerre de l’information précède la guerre réelle et la poursuit par la suite. Les formes et moyens ont changé, mais il est clair que le nerf de la guerre n’est pas uniquement l’argent. La communication et l’information sont des aspects très importants de la guerre : si le public n’est pas convaincu de la nécessité d’une guerre, l’argent vient à manquer, alors qu’à l’inverse, il sera prêt à faire un effort, à payer des impôts. On l’a vu avec le Vietnam pour les Américains dans les années 1970 ; on l’a vu plus récemment encore avec la guerre d’Irak. Celle-ci montre que des grands mensonges ne peuvent pas rester cachés longtemps.

L’information me paraît donc être un nerf de la guerre plus important que l’argent, parce qu’elle précède la guerre et les financements. Il n’y a pas de financement pour une guerre ou une opération extérieure si un travail de préparation psychologique n’a pas été fait. On nous a dit pendant des années que le sort de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (OTAN) était en jeu en Afghanistan pour que le public continue à soutenir une guerre lointaine, à l’issue incertaine, aux objectifs mal définis. La liberté des femmes, l’avenir de l’OTAN et notre sécurité étaient en jeu. Les Occidentaux ont finalement perdu cette guerre et doivent se retirer, mais la guerre de l’information continue : il faut présenter ce qui a constitué un échec militaire à un

coût vertigineux comme un repli bien préparé, une sortie négociée. Une fois encore, l’information précède la guerre et la poursuit. La communication va maintenant consister à présenter un bilan globalement positif de l’intervention occidentale en Afghanistan alors qu’une analyse sérieuse de la situation permet d’en douter.

Hermès : L’information céderait alors la place à la communication, si l’on peut dire ?

P. B. : Non, dès le départ la communication vient se superposer à l’information, voire l’efface. Lorsque Colin Powell dénonce la possession par Saddam Hussein d’armes de destruction massive, au conseil de sécurité des Nations unies, ce n’est pas de l’information. Ce n’est même plus de la communication, puisque celle-ci, normalement, accompagne une information. On est dans la *désinformation*.

Il faudrait distinguer information, communication et désinformation. La communication, ce serait enjoliver la réalité ; la désinformation, ce serait travestir la réalité, la masquer pour en présenter une autre. On est dans quelque chose de différent. Les tentatives de désinformation pour appeler au soutien à cette guerre ont été grossières. Autant je me suis opposé à la guerre d’Irak en 2003, autant j’avais soutenu la guerre du Golfe en 1990. Mais il ne faut pas oublier qu’elle s’était elle aussi accompagnée de mensonge et de propagande, comme cette jeune mère éplorée dénonçant le fait que la soldatesque irakienne avait débranché les couveuses dans l’hôpital de Bagdad alors qu’il s’agissait de la fille de l’ambassadeur du Koweït à Washington. Pendant la guerre dans les Balkans, on a présenté comme étant enfermés dans des camps de concentration des prisonniers bosniaques alors que c’était un Serbe qui était atteint de tuberculose. Sans compter qu’à chaque nouveau conflit, on en arrive à comparer l’adversaire à Hitler : par ordre d’apparition depuis 1945, Nasser, Saddam Hussein (en 1990, parce que dans les années 1980, alors qu’il avait déjà opéré la plupart de ses actes répréhensibles en

termes de répression, il était l’allié de l’Occident contre la menace iranienne), puis Milosevic et encore récemment certains – y compris l’ancienne secrétaire d’État Hillary Clinton – ont comparé Poutine à Hitler. Ce n’est pas de la communication, c’est de la propagande grossière, de la désinformation, ce qui est à la fois criminel et dangereux. Criminel parce que quoi qu’on puisse reprocher aux uns et aux autres, Hitler atteint un sommet dans l’horreur inégalé. Par ailleurs, cela ne fait que renforcer le camp adverse. Les Russes, entendant leur chef d’État être comparé à Hitler, ne peuvent que le soutenir encore un peu plus et se fédérer par rapport à ce qui paraît être une grossière manipulation.

Hermès: L’opinion publique prend une place très importante au XX^e siècle.

P. B.: Oui, ce qui change, c’est l’opinion publique. Bien sûr, elle a toujours compté dans le soutien à la guerre, et Napoléon III cherchait à avoir le soutien des Français dans ses expéditions extérieures par exemple (et il l’a perdu d’ailleurs), mais le degré d’information, les canaux d’information, sont tels maintenant que ce qui était auparavant un enjeu accessoire devient capital. On peut faire de la géopolitique, aller jusqu’au conflit, contre son opinion, mais jamais très longtemps. Lorsque l’on joue contre son opinion et contre l’opinion mondiale, au bout d’un moment on est obligé de céder. L’hyperpuissance américaine a finalement dû céder sur l’Irak assez rapidement. Par un jeu de taquet, l’impopularité internationale de la guerre d’Irak avait conduit les Américains eux-mêmes à s’interroger sur le bien-fondé de cette guerre. Ce qui a fait changer l’attitude des Américains, c’est aussi et surtout qu’ils se sont rendus compte que la guerre ne pouvait plus être gagnée. À partir du moment où, quels que soient les efforts de communication, d’information ou de désinformation, le public se rend compte que la guerre n’est plus gagnable, il n’y a plus de soutien interne au conflit et on

est obligé de céder. C’est d’ailleurs ce qui avait amené De Gaulle à céder sur l’Algérie: lui qui avait été élu sur un programme visant à garder l’Algérie française s’est rendu compte que la guerre n’était pas gagnable et qu’il valait mieux y mettre fin en bon ordre.

Richelieu pouvait ne pas s’occuper des gazettes – quasi inexistantes – ou de la rumeur; il pouvait faire la politique étrangère de son pays sans tenir compte de l’opinion publique, ni parfois même de l’avis du roi. Aujourd’hui, n’importe quel ministre des Affaires étrangères ou de la Défense doit passer une grande partie de son temps face aux médias ou à l’opinion. Il a deux combats à mener, qui sont différents, qui ne sont pas parallèles, mais qui peuvent se croiser: un combat interne et un combat externe. Ils sont parfois compatibles et parfois incompatibles. Afin de fédérer le public occidental contre l’intervention de Poutine, l’information, la communication et la désinformation occidentales devaient contribuer à le rendre infréquentable, à le diaboliser. Mais du coup, on ne pouvait plus toucher le public russe. De leur côté, les Russes ont fait exactement l’inverse, présentant la volonté occidentale de protéger l’Ukraine comme une volonté de la dominer pour en exclure la Russie.

Ces deux combats doivent être menés de front. Il n’y a plus aucun pays où on ne s’occupe pas de l’opinion publique. On parle de la dictature chinoise; il y a 600 millions d’internautes en Chine et ils pèsent beaucoup, notamment sur les questions internationales, parce que c’est là qu’il est difficile pour le régime de combattre le patriotisme de sa propre opinion. Même si la Chine ou la Russie, qui disent ne pas se préoccuper de l’opinion internationale, y sont moins sensibles que d’autres pays, elles savent que l’absence de *soft power* a un coût. Ce n’est pas un hasard si les Chinois ont multiplié les instituts Confucius dans le monde entier: c’est bien pour obtenir un soutien des opinions publiques. Chaque pays, à sa manière, essaie de conquérir le cœur et les esprits, et de présenter sa politique étrangère sous le meilleur angle possible.

Hermès: Percevez-vous des moments charnières au cours du siècle, des ruptures soudaines faisant évoluer le rapport entre guerre et communication ?

P. B.: La rupture, ce n'est ni la Première ni la Seconde Guerre mondiale, c'est l'émergence de l'information, de la communication. Il y a 25 000 morts français pendant une bataille de la Première Guerre mondiale et le ministre de la Défense se rend tranquillement à son bureau. En Afghanistan, dès que l'on a des pertes (qui fort heureusement sont rares), il y a une cérémonie nationale aux Invalides et les corps sont accueillis. C'est ce rapport à la mort qui a changé. Elle était vue comme une fatalité à laquelle on ne pouvait pas échapper. À l'occasion du centenaire refleurissent des images d'une guerre des tranchées qui aujourd'hui serait insupportable. Ce qui est étonnant, ce n'est pas qu'il y ait eu des mutineries, c'est qu'il y en ait eu si peu. On ne pourrait pas imaginer le même type de conflit de nos jours parce que plus personne ne serait prêt à accepter de vivre et mourir dans ces conditions. On voit qu'il y a un rapport à l'information, à la communication, des citoyens qui a complètement changé.

Les militaires savent qu'ils ont une spécificité qui est leur rapport à la mort. Ils ont dans leur vocation militaire la possibilité – plus que dans tout autre métier – de donner et de recevoir la mort. Dans les derniers temps, lorsqu'il était question d'envoyer des soldats en Afghanistan, qui interrogeait-on ? Les épouses, les compagnes, les enfants, qui mettaient en avant leur douleur, compréhensible, et leur inquiétude par rapport au sort du père, mari, compagnon, qui allait partir au combat et qui donc allait éventuellement risquer sa vie.

Ce qui change dans ce dyptique information/guerre, c'est le rapport à la mort, qui est lié à la communication de masse, et le fait que l'information est devenue plus émotionnelle qu'auparavant. L'irruption de l'opinion publique dans la détermination des politiques étrangères peut être un facteur positif – et parfois cela peut mettre de

l'huile sur le feu: on a eu des situations où les gouvernements auraient voulu négocier mais ne l'ont pas fait parce que les médias ou l'opinion publique nationale auraient crié à la trahison, au syndrome munichois, etc. La fameuse théorie de la paix démocratique (les démocraties ne font pas la guerre) est fautive. Les États-Unis sont une démocratie, et ont fait la guerre en Irak; les pays de l'OTAN sont des démocraties et ont fait la guerre au Kosovo. Même si les guerres sont toujours au rebours de l'intérêt des peuples, parfois les peuples n'agissent pas dans leur intérêt.

Mais l'irruption de l'opinion change cela, malgré tout; tous les débats sur le zéro mort se plaçaient dans cette optique. Dans la mesure où aujourd'hui, dans le monde occidental, pour la première fois depuis des siècles, il n'y a plus de menace territoriale, le fait de donner et de recevoir la mort, que l'on peut concevoir pour défendre la mère patrie, est perçu très différemment s'il s'agit d'aller mettre à une opération djihadiste au Mali ou de déloger des talibans au pouvoir en Afghanistan.

Hermès: La guerre moderne ne se transforme-t-elle pas en spectacle de la guerre ? Les chaînes d'histoire montrent la violence des combats passés de façon très crue. Peut-on penser que cette contemplation à distance de la violence de la guerre sert à éliminer la violence effective ?

P. B.: Mais nos sociétés ne veulent plus voir la mort. Quand j'étais adolescent, il y avait un catafalque noir les immeubles de Paris quand il y avait un décès pour signaler le jour des obsèques. On ne les voit plus, on cache nos morts, et encore plus nos morts à la guerre. Ce que vous dites concerne des chaînes spécifiques, qui s'adressent à un public éduqué, intéressé par l'histoire. Mais dans l'ensemble, nous ne voulons plus voir la mort dans nos sociétés. De temps en temps, on voit des cadavres s'ils sont dans des conflits lointains, qui ne nous concernent pas directement, mais on représente de moins en moins la mort.

Hermès: Il existe pourtant de nombreux films mettant en scène les conflits presque en temps réel, depuis la guerre du Vietnam jusqu'à la guerre d'Irak ou les opérations militaires pour retrouver Ousama Ben Laden.

P. B.: Oui, mais c'est un cinéma occidental. Il n'y a pas de film afghan sur la guerre d'Afghanistan. Il peut y avoir des films critiques, mais qui viennent du centre. Est-ce que la multipolarisation touchera un jour les représentations cinématographiques? C'est en train d'émerger mais on n'en est qu'aux balbutiements. Il peut y avoir des films israéliens critiques sur l'action d'Israël dans le conflit israélo-palestinien; il y a beaucoup moins de films palestiniens, même si ça commence à se développer. On est toujours dans un rapport de puissance. Le récit cinématographique est situé; Hollywood est une arme suprême de *soft power* et la façon dont la conquête de l'Ouest a été racontée par Hollywood est tout sauf conforme à la vérité. C'est surtout de la propagande, venue conforter le public occidental dans l'idée que les natifs indiens ont eu ce qu'ils méritaient parce qu'ils étaient cruels et dangereux pour d'innocents occidentaux qui voulaient paisiblement s'établir dans le Far West.

Hermès: La stratégie inclut-elle les stratégies de communication?

P. B.: Bien sûr. On ne peut plus l'ignorer. Si vous travaillez sur les questions de relations internationales, vous devez tenir compte des communications, qu'elles soient gouvernementale, des ONG, des sociétés multinationales, des différents acteurs. Tous les acteurs internationaux ont une stratégie de communication, y compris Al Qaida. On ne peut pas s'intéresser à la géopolitique ou aux relations internationales sans s'intéresser à la communication des acteurs parce que celle-ci prend un temps de plus en plus important.

Ousama Ben Laden a passé beaucoup de temps à communiquer. Et il a beaucoup travaillé sa communica-

tion. Quand il ne communiquait pas, il réfléchissait à sa communication. Les terroristes du début du XX^e siècle communiquaient moins. Qu'il s'agisse de créer des fondations, de s'expliquer devant le grand public, les multinationales passent beaucoup plus de temps en termes de communication que les grandes sociétés qui étaient leur équivalentes en termes économiques au début du XX^e siècle. On voit que l'ensemble des acteurs internationaux, étatiques ou non étatiques, doit consacrer plus de temps à cette grande bataille du cœur et de l'esprit parce que l'image est devenue un atout essentiel de la géopolitique.

Cette prise de conscience a été graduelle, a été une maturation, une montée en puissance. Je crois plus à une tendance structurelle lourde qu'à un événement choc qui fait que plus rien ne sera comme avant. L'opinion publique existe depuis longtemps; mais si les guerres balkaniques du début du siècle ou les interventions d'humanité de la fin du XIX^e siècle étaient finalement l'avant-garde de l'ingérence, la force de frappe en matière de communication n'avait rien à voir avec aujourd'hui. On ne peut même pas affirmer que la télévision a constitué un moment de rupture: dans les années 1950, la télévision a peu d'espace dans le débat public français. Pour l'un des premiers matchs télévisés de football, il y avait moins de gens devant leur poste qu'au stade. Plus que l'invention de la radio, de la télévision ou des réseaux sociaux, c'est la place qu'ils prennent qui est très nouvelle. Et cette place s'est affirmée graduellement.

Hermès: Les théories du complot ne sont-elles pas le revers de la médaille du tout-communicationnel?

P. B.: Je pense qu'il est toujours possible de mentir, mais il est de plus en plus difficile de le faire d'une façon crédible d'une part, et sur le long terme d'autre part. Un jour ou l'autre, les mensonges sont dévoilés. Les multiples canaux d'information et l'éducation de la population font que l'impunité du mensonge ne peut plus exister, du moins sur le moyen et le long termes. Beaucoup se plaignent que

trop de gens croient à la théorie du complot, mais la théorie du complot n'est que le revers de la médaille du mensonge d'État. À partir du moment où vous avez un mensonge d'État sur l'existence d'armes de destruction massive en Irak, il ne faut pas s'étonner que des gens pensent que c'est un complot américain de dénoncer l'usage d'armes chimiques en Syrie par le régime au pouvoir. Ils vont dire « on nous a déjà fait le coup ». Si l'on ne veut pas que la théorie du complot prenne corps, il ne suffit pas de balayer d'un revers de la main ceux qui voient des complots partout : il y a vraiment eu des complots, des mensonges, dans l'Histoire. Plus on ment, plus on accrédite la théorie du complot.

Hermès : Pour conclure sur les évolutions de ce siècle, les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) ne fournissent-elles pas des outils de surveillance inédits dans l'histoire de l'humanité ?

P. B. : Est-ce que les NTIC sont un progrès ? Pendant quelque temps, certains ont vu dans ces nouveaux moyens le rêve des dictateurs. George Orwell n'aurait jamais imaginé, en écrivant *1984*, que tous ces moyens techniques puissent être mis à disposition. Et effectivement, techniquement, il y a la possibilité avec votre téléphone portable de savoir où vous vous êtes déplacé au cours de la journée, de connaître vos goûts les plus intimes en fonction des dépenses que vous effectuez, etc.

Mais au global, ces nouveaux moyens servent plus la cause de la liberté que celle de l'asservissement. D'abord en créant une communication horizontale et non plus verticale : je vois quelque chose, je peux le transmettre à quelqu'un d'autre. Il y a un débat qui vise à mettre sur le même plan l'expert et le citoyen lambda. Mais si l'expert est crédible et qu'il n'a pas menti dans le passé, il aura une légitimité auprès du citoyen. Sauf qu'il me paraît sain que le citoyen puisse critiquer l'expert, le remettre en cause. À l'expert de se défendre convenablement, de façon crédible.

Par ailleurs, ces nouvelles technologies sont une arme contre le secret. On a beaucoup protesté à l'occasion de l'affaire Wikileaks en disant : « il est bon qu'il puisse y avoir une diplomatie secrète ». Bien sûr, si on veut négocier, il ne faut pas le faire au grand jour. Mais en même temps, les gens n'ont qu'à assumer leurs propos. Il ne me paraît pas choquant qu'on puisse tenir en public les mêmes propos qu'en privé. Si le roi d'Arabie saoudite est très gêné parce qu'il demande à couper la tête du serpent, en parlant de l'Iran, à l'ambassadeur américain, et que ça le met dans la même position stratégique qu'Israël... Il le dit en privé, pas en public, mais c'est sa position. Je crois qu'il faut faire une distinction entre la négociation – qui, pour parvenir, doit rester secrète, parce que si elle est dévoilée, on vient l'empêcher – et les positions que tiennent les uns et les autres, qui doivent affronter l'examen de la réalité, de la contre-expertise et de la vérité.

Souvent on communique en enjolivant les choses, parce qu'on a peur que l'opinion ne juge pas cela suffisamment agréable. Mais il faut avoir confiance dans son discours. Churchill a tenu un langage de vérité à ses concitoyens et a été respecté pour cela. Ceux qui consomment la communication comme un moyen de travestir la réalité pour mieux convaincre les opinions partent du principe que l'opinion n'est pas assez adulte, mature, pour accepter la vérité. Ils ne font que grossir le problème. Il y a une mithridatisation par rapport au mensonge. On y est de plus en plus insensible, parce qu'on est de plus en plus informés. Il faut donc aller de plus en plus dans le mensonge pour convaincre une opinion qui est de moins en moins dupe. Alors que présenter les tenants et les aboutissants, les difficultés et les perspectives de succès, me paraît, dans une société démocratique où l'on considère les citoyens comme des adultes, le meilleur moyen de parvenir à un consensus.

G. SUNDBACK.
SEPARABLE FASTENER,
APPLICATION FILED AUG. 27, 1914.

1,219,881.

Patented Mar. 20, 1917.

Fig. 1.

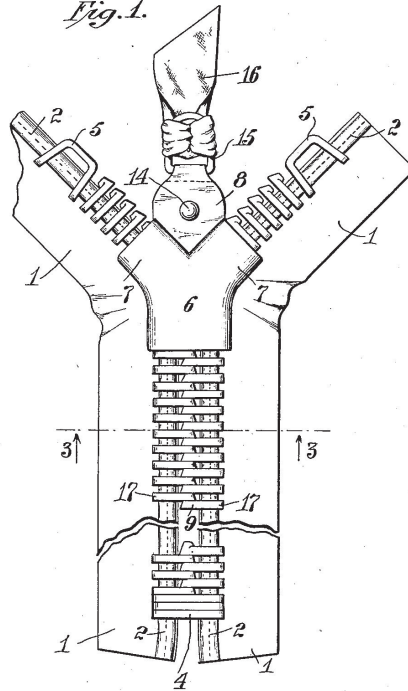


Fig. 2.

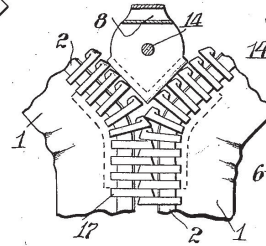


Fig. 3.



Fig. 4.

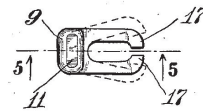


Fig. 5.

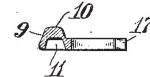


Fig. 6.

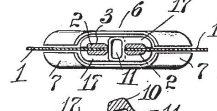


Fig. 7.

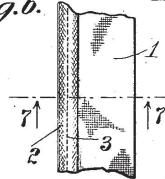


Fig. 8.

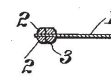


Fig. 9.



Attest:

G. Sundback
J. D. Connolly, Jr.

Inventor:

Gideon Sundback,
by *Edwards, Lager, Wooster*
Attys.